

Vitry-le-François questionne sa politique des publics

Avec l'appui d'une équipe universitaire, Didier Le Corre, directeur de la scène conventionnée de Vitry-le-François, a conduit tout au long de l'année une recherche-action sur l'accès du public à la culture.



L'ère est au discours, peut-être moins à la réflexion. Sur les publics, sur l'évaluation des actions. Chacun sait que le temps matériel et les cadres méthodologiques manquent pour que les acteurs culturels se posent réellement la question du devenir des politiques culturelles. Pour autant, le constat de l'échec – total ou relatif,

c'est selon – des politiques de développement des publics et de l'ambition française de démocratisation culturelle est partagé par tous. À Vitry-le-François, Didier Le Corre, directeur de l'espace Simone-Signoret, a conduit tout au long de l'année un projet de recherche-action développé en étroite collaboration avec Pascal Le Brun-Cordier, professeur associé à l'Université

Paris-I Panthéon-Sorbonne et responsable du Master 2 professionnel «Projets culturels dans l'espace public». En s'engageant pour trois saisons dans un compagnonnage avec l'Alliage Théâtre de José Renault, et après dix années passées à la tête de la structure qu'il a créée, le directeur de la scène conventionnée marnaise souhaitait mettre en partage la question

de l'accès du public à la culture et au spectacle. La recherche-action entend mettre à plat toutes les actions existantes, réinterroger les objectifs poursuivis et réadapter les moyens mis en œuvre.

Une action en trois temps

La terminologie est alambiquée mais le concept de

«Sortir des généralités incantatoires»

À votre connaissance, ce type de recherche a-t-il déjà été mené par d'autres structures culturelles ?

Un certain nombre de responsables d'équipements culturels mènent des enquêtes pour mieux connaître leurs publics, des audits sont régulièrement réalisés à la demande des collectivités, mais il est plutôt rare d'engager une recherche-action impliquant toute l'équipe d'un théâtre, ses différents partenaires, et une compagnie associée, pendant toute une année. Dans les approches classiques, le consultant, le sociologue ou le chargé d'étude est en position d'extériorité et de surplomb, et sa contribution se matérialise avant tout dans un rapport et une restitution ponctuelle. Ici, nous avons misé sur l'horizontalité (l'expertise est collective) et la continuité (une année), avec des allers-retours entre réflexions internes, regards extérieurs et production de savoir. Nous avons également tenté d'articuler toutes les dimensions et tous les acteurs du projet, dans une logique systémique. Cette démarche progressive et partagée, d'une grande richesse humaine et intellectuelle, doit permettre de favoriser une évolution des représentations et des pratiques.

Quels premiers constats tirez-vous de cette action ?

Je pointerai deux éléments de conclusion. Tout d'abord, la nécessité d'envisager de

manière globale la question de l'élargissement des publics et celle d'une meilleure articulation entre projets artistiques, territoires et populations. Ce ne peut être seulement l'affaire d'une personne, le chargé des publics par exemple. Il convient d'interroger l'ensemble du projet, avec l'ensemble de ses acteurs (équipe administrative, artistes, spectateurs...), à différents niveaux : diversité de la programmation (genres et lieux), qualité des partenariats, de la médiation, des relations avec les publics, du travail avec les relais, pertinence de la communication, cohérence de la politique tarifaire, qualité de l'accueil des publics, des espaces, développement des liens avec les amateurs, signalétique dans la ville, etc. Ensuite, la nécessité d'introduire une plus grande rationalité : établissement d'un diagnostic/définition d'objectifs/mobilisation de moyens/fixation d'indicateurs. On risque, sinon, comme on l'observe souvent, de démultiplier les moyens sans avoir clairement défini d'azimut et sans pouvoir savoir dans quelle mesure on l'atteint.

Cette démarche vous paraît-elle particulièrement innovante pour le devenir des politiques culturelles ?

Les politiques culturelles souffrent souvent d'un manque de précision et de rationalité : diagnostics approximatifs, objectifs confus, moyens peu ajustés, évaluations rares.



Pascal Le Brun-Cordier

Consultant, formateur, intervenant dans le champ des politiques culturelles et de la médiation culturelle, pour des collectivités territoriales, des équipements culturels, des associations. Professeur associé à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, responsable du Master 2 professionnel «Projets Culturels dans l'Espace Public».

Dans ce contexte, la recherche-action permet de sortir des généralités incantatoires, et, en rassemblant tous les acteurs concernés, d'ausculter le système, de partager un diagnostic, d'introduire de la distance, de l'oxygène, de la visibilité et de la méthode, et d'améliorer le pilotage du navire ! Il y a urgence à redonner sens et vigueur à des politiques publiques de la culture souvent en voie de fossilisation. Les études ne contribuent pas toujours à transformer le système. Une recherche-action comme celle-ci va plus loin en préconisant de nouvelles méthodes, une nouvelle approche des questions. Nous avons créé les conditions d'un changement effectif, d'une mutation forte que l'équipe en place semble en mesure d'accompagner sans réserve. ●

«recherche-action» est simple⁽¹⁾. Plus qu'une étude sur les publics, la recherche-action est fondée sur une démarche participative, collégiale. Elle a pour objectif de définir un certain nombre de préconisations adaptées au lieu et à son environnement. Les acteurs culturels locaux ont pris une part active à ce travail de fond. Associée à cette entreprise collective, Christine Bergaut, présidente de l'association «À livre ouvert», témoigne de l'intérêt du tissu associatif pour une «démarche participative d'autant plus intéressante

qu'elle est lancée par un lieu qui n'est pas en difficulté mais qui s'interroge sur sa relation au public, à la population, sur le "mieux faire". Cette réflexion n'a pas fonctionné en vase clos et c'est l'essentiel».

Le dispositif retenu par Pascal Le Brun-Cordier et Didier Le Corre s'articule autour de trois temps. En septembre 2005, un premier échange a été consacré à la formation afin de constituer une culture commune à l'ensemble des participants (salariés de la structure, membres du conseil d'administration, membres de la

compagnie associée, acteurs associatifs locaux, représentants de la Ville et des autres collectivités...). «Il nous fallait d'abord réinterroger l'histoire des politiques publiques de la culture, disposer de repères sociologiques et d'informations statistiques sur les pratiques culturelles des Français, afin que nous partions tous dans cette aventure avec les mêmes bases, du technicien de la structure aux comédiens de la compagnie associée, en passant par les acteurs associatifs locaux», explique Didier Le Corre. «Au cœur de tous ces échanges nous avons placé la question

de la démocratisation culturelle et l'enjeu de la démocratie culturelle».

Premières préconisations

Ces premiers jalons étant posés, différents ateliers thématiques ont pu être ouverts autour de questions concrètes telles que la communication, la connaissance des publics, l'accueil, la politique tarifaire... Sept étudiants du Master de Paris-I ont alors préparé chacun de ces rendez-vous. «Nous sommes venus sur le terrain, d'abord pour sentir la ville,



appréhender le contexte local, les difficultés d'une ville qui compte plus de 70% de logements sociaux», souligne Camille Geoffroy, étudiante du Master. Les étudiants ont réalisé une synthèse des ressources théoriques sur chacune de ces questions, présentant l'évolution des usages et des politiques, tout en développant une approche comparative des pratiques développées par d'autres structures. Une cinquantaine de propositions concrètes ont été présentées et discutées par l'ensemble des participants. «Par exemple, concer-

nant la politique tarifaire, nous avons réalisé une enquête auprès des scènes conventionnées afin de proposer une nouvelle grille et d'en débattre, rappelle Camille Geoffroy. Nous n'avons jamais senti de conflits d'intérêts entre les uns et les autres, juste un investissement total de l'équipe du théâtre et des participants. Nous avons remis en débat la ligne graphique de l'Espace. Le graphiste participait à ces échanges. Nos remarques l'ont interpellé. Nous ne trouvions pas que ses propositions, au fil des ans, permettaient d'identifier clairement le lieu et son projet. Le dernier

jour, il est venu avec un autre projet qui intégrait nombre de nos réflexions communes. Je sais aussi que nos propositions visant à identifier, former et valoriser des personnes-relais ne resteront pas lettre morte.»

Une démarche participative

Pour poursuivre ce travail, au printemps, une quarantaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de personnes qui ne fréquentent pas la structure. Une enquête par questionnaires a été diligentée auprès du public régulier et du public occa-

sionnel du théâtre. Ces données viendront conforter ou infirmer les hypothèses avancées au sein des ateliers avant que les premières actions concrètes ne soient mises en place. Une étape importante demeure à franchir. «Nous tenons à ce que ce travail soit restitué plus largement aux acteurs locaux et au public, précise Didier le Corre. Ce temps d'échange, prévu pour l'automne 2006, sera essentiel si nous voulons que ce projet soit partagé collectivement, au-delà de la trentaine de participants à la recherche-action». Nul doute que ces réflexions partagées et ces modes de coopération associant acteurs culturels, associatifs, élus et publics sont appelées à se développer. ■

CYRILLE PLANSON

(1) La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de cette recherche-action, ainsi que les synthèses des différents ateliers sont accessibles sur le blog ouvert par l'Espace Simone-Signoret et consacré à cette opération : <http://simone-et-compagnies.blogspot.com>